

# Les syndicats accroissent la pression sur le gouvernement, et vice versa

■ La deuxième grève tournante confirme, au Nord comme au Sud, la détermination à contrer Michel I<sup>er</sup>. Mais Kris Peeters riposte.

**A**u terme de la deuxième grève tournante, mardi, dans les provinces de Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège et Namur, quel est l'état des forces en présence?

**1 La contestation ne faiblit pas.** Après le succès de la manifestation nationale, qui a rassemblé 120 000 opposants à Bruxelles, le 6 novembre, et une première grève dans les provinces de Hainaut, Anvers, Luxembourg et Limbourg, le 24 novembre, la deuxième journée de grève tournante peut être considérée comme un succès par les syndicats. Dans les provinces concernées, et même au-delà sur le rail, l'impact de la grève s'est fait nettement ressentir dans les services publics, les transports, les entreprises, les ports, les écoles, les gares, les zonings... Le choix tactique du front commun de procéder par grèves tournantes, s'avère judicieux. En faisant tourner ses effectifs, il évite l'essoufflement des troupes, tout en maintenant ses revendications à l'agenda médiatique et politique et en accentuant la pression sur Michel I<sup>er</sup> et le banc patronal. En outre, les syndicats tentent de soigner leur image auprès de la population, qui assiste au match et en subit parfois les désagréments, dans les bouchons ou devant les piquets de grève: ce combat, c'est aussi pour elle qu'ils le mènent, insistent les syndicats. *"Quand ils verront l'impact concret des mesures du gouvernement, les gens se diront qu'ils auraient mieux fait d'être à nos côtés"*, affirme Marc Goble, secrétaire général de la FGTB.

**2 Pas de fracture béante entre Nord et Sud.** Une condition sine qua non du succès syndical, c'est la cohésion entre nord et sud du pays. Si la contestation en Flandre, où la CSC est plus puissante, avait dû se révéler mollassonne, la force de frappe syndicale s'en serait trouvée fortement amoindrie. Le 6 novembre, les manifestants flamands étaient en nombre. Peut-être pas aussi nombreux que les francophones, mais quand même. Et il y a huit jours, la première grève tournante fut un succès au Nord. Mais la mobilisation en province d'Anvers ne pouvait servir d'étalon. Dans le fief de Bart De Wever, l'homme fort du premier parti de la coalition au pouvoir, la contestation pouvait se révéler exacerbée. Au vu de ce qui s'est passé aujourd'hui dans les deux Flandres, et même si patronat et syndicats flamands se livrent une bataille de chiffres sur l'ampleur de la mobilisation, on peut cependant affirmer que l'opposition des travailleurs flamands au gouvernement Michel est aussi forte, ou presque, que celle des francophones. Ce sera à confirmer les 8 et 15 décembre et, surtout, au-delà, si les syndicats étaient amenés à poursuivre leur mouvement.

**3 Le gouvernement résiste.** La poursuite du mouvement, c'est bien vers cela qu'on semble s'acheminer. Les signes d'une réelle ouverture de la part du gouvernement se font attendre. Au sein de la "suédoise",

on dit respecter le droit de grève et comprendre certaines inquiétudes, mais pas question de remettre en cause les décisions prises. On peut parler des modalités d'application, des périodes de transition, et cetera, mais

pas de la suppression du saut d'index, du report de l'âge de la pension ou des nouvelles règles de prépension. A cette concertation limitée, *"fantoche"* dirait Marc Goble, les syndicats continuent à dire non.

**4 Kris Peeters contre-attaque.** Non seulement le gouvernement n'assouplit pas sa ligne, mais il met à son tour la pression sur le banc syndical. La concertation sociale doit jouer son rôle, dit-on au cabinet du ministre CD&V de l'Emploi. Par exemple, ce jeudi, des décisions importantes doivent être prises au comité de gestion de l'Onem, composé paritairement de représentants des travailleurs et des employeurs. Plus de 16 000 travailleurs ont introduit une demande de crédit-temps de fin de carrière ou de crédit-temps sans motif, deux dispositifs bientôt supprimés ou revus par le gouvernement. Ces 16 000 personnes attendent donc avec impatience la réponse de l'Onem. Mais les grèves ralentissent les discussions, déplore Kris Peeters. Idem pour la poursuite de l'harmonisation des statuts ouvrier et employé. Ou pour les règles en matière d'allocations d'insertion. *"On espère qu'à côté de leurs actions, les syndicats vont venir s'asseoir à table pour discuter de tout cela"*, dit le cabinet Peeters. Ce n'est pas gagné.

**5 Et maintenant?** D'ici le 15 décembre et la fin du plan d'actions syndical, la situation ne devrait pas se débloquer, gouvernement et syndicats campant sur leurs positions. Au soir de la grève générale, le front commun sera attentif aux signaux en provenance du 16, rue de la Loi. Et puis analysera la réponse à y apporter: se rendre à table, ou se lancer, sans laisser retomber le soufflé, dans de nouvelles actions.

Laurent Gérard

## 16 000

### DEMANDES DE CRÉDIT-TEMPS

Selon le cabinet du ministre de l'Emploi, près de 16 000 demandes de crédit-temps sans motif ou de fin de carrière ont été introduites en octobre. C'est 26 % de plus qu'en septembre 2014, et 31,5 % de plus qu'en octobre 2013. Le gouvernement Michel va supprimer l'allocation pour le crédit-temps sans motif et relever l'âge d'accès au crédit-temps de fin de carrière de 55 à 60 ans.

## 280

### KM DE BOUCHONS

La grève tournante de lundi a eu un impact important sur le trafic routier. Au pic de l'heure de pointe, à 8h30, on enregistrait 280 km de files, dont 250 km rien qu'en Flandre, selon le centre flamand de la circulation.

## 07h Herstal

### “Un maçon est cassé après 56 ans”

**Construction.** Depuis 6 heures du matin, une dizaine d'ouvriers bloquent le boulevard Ernest Solvay à Herstal. *“Au départ, on voulait bloquer le zoning mais ils ont spontanément mis en place un barrage filtrant ici”,* précise Didier, 48 ans, délégué FGTB chez Bam, un groupe de construction. Les quelques voitures qui approchent font rapidement et sans histoire demi-tour. *“On ne distribue pas de tracts. Les gens sont suffisamment au courant des revendications.”* Pour Didier et ses collègues, le principal combat, c'est la lutte contre le dumping social et les travailleurs détachés. Ils sont intarissables sur la question. *“On a vu des ouvriers portugais sur le chantier public de l'écluse à Lanaye, logés comme des chiens et qui font perdre leur boulot aux ouvriers belges. Depuis deux ans, on a des listes de collègues à sacrifier et on essaie de se battre pour les garder. Aujourd'hui et avec ces actions, c'est aussi l'Europe que nous interpellons. On y a des relais politiques mais ils ne sont pas entendus. Ce qui nous manque, c'est une Europe sociale”,* explique le délégué syndical. Didier s'insurge encore sur le recul de l'âge de la pension. *“Demandez à un maçon de travailler après 56 ans. Ce n'est pas possible, il est cassé.” I.L.*

## 07h30 Milmort

### “Par conviction et par solidarité”

**Métallurgie.** Le zoning des Hauts-Sarts à Milmort est absolument inaccessible. Des piquets en barrent toutes les entrées. A celui où nous nous arrêtons, à l'entrée de l'autoroute E40, l'ambiance est très bon enfant. Les grévistes ont allumé un feu pour se réchauffer et un jeune homme joue de la guitare. Angel Gómez, 50 ans, ouvrier chez Icopal, qui fabrique des revêtements métalliques pour toitures, et affilié à la CSC, a le sourire. Mais, s'il est là depuis 5h30, c'est qu'il s'inquiète pour son avenir. *“Il faut être là, par conviction et par solidarité. Nous, on a la chance de travailler dans des conditions correctes mais ce n'est pas le cas partout. On met les travailleurs en compétition en les poussant à en faire toujours plus et on rabote les droits des ouvriers. Le gouvernement va faire peser ses mesures d'austérité sur les travailleurs, pas sur les riches. On réduit le pouvoir d'achat des gens et ce n'est pas comme ça que l'on va relancer l'économie.”* Angel Gómez et ses collègues étaient déjà présents à la manifestation nationale à Bruxelles le 6 novembre et ils sont prêts à poursuivre leurs actions. *“Au moins, on met les problèmes sur le tapis. Il faut forcer le gouvernement à revoir sa copie, à écouter et comprendre les positions syndicales et ouvrières. On espère au moins un geste en notre faveur.” I.L.*

## 08h Liège

### “Je suis prête à aller au finish”

**Enseignement.** Devant l'entrée du Shopping Cora de Rocourt, des rangées de caddies ont été couchées au sol pour empêcher les voitures de pénétrer dans le parking. Le piquet est très féminin. Plusieurs professeurs de l'Institut Sainte-Marie de Seraing, affiliées à la CSC, sont en poste depuis 7 heures. Parmi elles, Julie, 32 ans, qui a entamé sa neuvième année comme enseignante. Elle décrit la situation difficile dans laquelle se trouve son établissement d'enseignement différencié. *“Notre école n'a pas d'argent et manque de tout. On doit utiliser les services d'étudiantes en logopédie au lieu de professionnelles et les enseignants doivent y aller de leur poche pour acheter du matériel. Alors quand la ministre Milquet annonce qu'elle va nous retirer des budgets, ça ne passe pas.”* Le saut d'index non plus, pas plus que le recul de l'âge de la retraite. *“Comment gérer de grosses classes à 67 ans?”* Julie sera de nouveau dans la rue le 15 décembre, à l'occasion de la grève nationale. *“Il faut que les choses changent. Je suis prête à aller au finish pour nos emplois et mes élèves, leurs conditions d'éducation et leurs futures conditions de travail. Leur avenir est compromis.” I.L.*